

1111111111111 No 4 REFLEXION ET D'ENGAGEMENT Vol. IV Déc. 1983 ATLAN TIQUE R. MAZARUNI GEORGETOWN & R.COURANTYN PARAMARIBO & R. SURINAME R. MARONI CAYENNE & R. OYAPOCK

COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE Inc. 25 ouest, rue Jarry, # 112 A, Montréal, H2P 186



EDITORIAL

Les Guyanes, car il y en a trois, ça vous dit quelque chose? Mis à part le triste épisode de Jonestown, ou encore le légendaire Papillon, il y a fort à parier que vos souvenirs sont plutôt vagues. L'actualité internationale semble se dérouler partout sauf là, et la documentation se fait des plus rares.

Faut-il ranger les Guyanes parmi les pays de l'Amérique continentale du Sud ou bien parmi les pays des Caraïbes? On n'y parle ni le portugais ni l'espagnol, et encore moins le quechua ou l'aymara. On y entend plutôt l'anglais, le hollandais et le français. La plus grande partie des activités de production et de commerce sont orientées vers les U.S.A. et la vieille Europe. Les schémas d'alliance et d'identification politique se font de préférence avec la Jamaïque, Trinidad et Tobago, éventuellement Cuba, mais pas du tout avec les autres pays sud-américains.

Un peu de géographie et d'histoire nous permettront de lever un peu le voile sur le "mystère" des Guyanes. On voudra alors connaître d'un peu plus près les gens qui habitent ces pays inconnus. Peut-être pourrait-on s'imaginer y trouver des "gentlemen" anglais, ou des "messieurs" français ou bien de jolies Hollandaises à coiffes et sabots? C'est plutôt l'ONU qui nous attend et cet incroyable "melting-pot" entraîne des grands problèmes d'identité ethnique, d'intégration culturelle et de coexistence.

Quant au rôle des Eglises en Guyane, le mystère est encore plus grand. Suite au suicide collectif de Jonestown, il s'est bien trouvé un journaliste ou l'autre pour soulever la question de la présence des sectes évangélistes, là comme ailleurs en Amérique latine. Les évêques catholiques, pour leur part, font partie de la Conférence épiscopale des Antilles et ont, à ce titre, signé les deux lettres pastorales de 1975 et 1982, intitulées respectivement: "Justice et paix dans la nouvelle Caraïbe" et "Liberté et développement véritables dans les Caraïbes".

Notre attention concentrée sur les Guyanes ne doit pas nous empêcher de relever deux événements majeurs de l'histoire latino-américaine. Un mystérieux coup d'Etat donne à Reagan le prétexte d'envahir militairement la Grenade socialiste de Maurice Bishop, tandis qu'à l'autre bout du continent le général Bignone convoque les Argentins pour les premières élections depuis 1976.

Et puis, il y a Noël, encore une fois, pour nous rappeler que Dieu est présent dans les pauvres, les humbles, les faibles, les refusés, comme il était présent dans l'enfant pauvre, humble, faible, refusé de Bethléem.

C'est le début d'une histoire qui traverse toutes les étapes d'une aventure humaine pour ne pas s'arrêter sur une croix, mais exploser dans l'imprévu de la résurrection. Noël, signal d'espoir: les pauvres, les faibles, les refusés d'Amérique latine sont en train de parcourir les dures étapes d'une histoire d'exploitation, de domination, de torture et de mort; mais on y découvre déjà l'insoupçonné, l'imprévu, la beauté de la victoire. Dieu nous l'a promis en Jésus-Christ.

LE	TERRI'	TOIRE	"QU'ON	NE PEUT	NOMMER"	
----	--------	-------	--------	---------	---------	--

Dans le dialecte guarao des Indiens du delta de l'Orénoque "guyana" veut dire "ce qu'on ne peut nommer".

Le terme indigène est resté et il désigne au sens géographique toutes les régions comprises entre l'Orénoque à l'Ouest, l'Atlantique au Nord, l'Amazone et ses derniers affluents de la rive gauche à l'Est et au Sud. Ce vaste territoire déborde donc sur le Venezuela et le Brésil.

Mais politiquement il est trois Guyanes nées au hasard des partages coloniaux et qui, par leur histoire et leur culture, se rapprochent davantage des Antilles que de l'Amérique du Sud:

- La GUYANA (215 000km²) ex-colonie britannique devenue un Etat indépendant en 1966;
 - Le SURINAM (163 000km²) détaché des Pays-Bas en 1975;
- La GUYANE FRANCAISE (91 $000 \, \text{km}^2$) toujours liée à la "mère-patrie" sous l'appellation de département d'Outre-Mer.

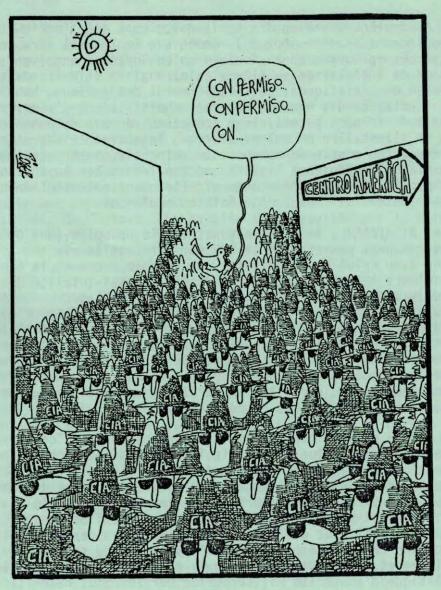
Les trois pays possèdent les mêmes conditions naturelles. Le vieux socle qui les constitue offre une succession de massifs étagés, parsemés de pitons et de falaises entaillées par les rivières qui s'élancent en chutes gigantesques (la chute Kaieteur est quatre fois plus

haute que les chutes du Niagara). Les paysages sont impressionnants et le sous-sol recèle d'innombrables richesses minières. Le long de l'Atlantique s'étend une mince plaine côtière ourlée de marécages et de flèches sableuses. Partout le climat est déprimant: les températures oscillent toute l'année autour de 26°C, l'humidité est très forte et les hauteurs de pluie sont considérables. Quelques régions échappent au climat équatorial et les arbres serrés de la forêt dense laissent alors la place à la savane. L'hostilité du milieu naturel a protégé jusqu'aux grandes découvertes les trois grands groupes indiens: Arawaks, Caribes et Tupis-Guaranis. Mais comme partout ailleurs en Amérique, leur isolement a cessé quand les Européens se sont aventurés dans l'intérieur, et du même coup leurs effectifs ont fondu.

Les Espagnols, premiers Blancs à explorer les rivages des Guyanes dès 1499, ont été cruellement déçus car l'Eldorado espéré se révélait un territoire inhospitalier apparemment dépourvu de richesses. Alors, là où ils avaient échoué, Anglais, Français et Hollandais vont tenter leur chance.

Il serait fastidieux de relater les multiples tentatives d'implantation européenne et les luttes que se sont livrées les métropoles sur les rivages des Guyanes. En effet, le XVIIe siècle est ponctué d'aventures malheureuses de colons décimés par le climat malsain, de créations de comptoirs qui changent de mains au hasard des guerres. Pourtant à l'aube du XVIIIe siècle, Français et Hollandais sont parvenus à créer des établissements et ils ont compensé le nombre insuffisant de leurs colons par l'introduction d'esclaves africains. Les Hollandais se montrent d'ailleurs plus dynamiques que leurs concurrents car ils possèdent les techniques d'assèchement et de drainage des terrains marécageux. De même leur main-d'oeuvre est plus abondante, mais la dureté avec laquelle ils la traitent provoque plusieurs révoltes. Après avoir installé des Lorrains et des Alsaciens que les maladies ont rapidement emportés, les Français font de la Guyane une colonie de déportation, confirmant ainsi sa mauvaise réputation.

La Révolution française et l'aventure napoléonienne sont le signal de la reprise de la guerre. Alors les Anglais envahissent une partie de la colonie hollandaise et les Portugais s'emparent de la possession française. La paix revenue, les traités de 1814 laissent aux Pays-Bas le Surinam, à la France son territoire actuel, tandis que les Anglais s'installent définitivement à l'Ouest en choisissant Georgetown pour capitale. Quelques rectifications de frontière auront lieu par la suite. Mais le Venezuela revendique encore aujourd'hui la région de l'Essequibo qui ne concerne pas moins des deux-tiers de la Guyana!



S'IL VOUS PLAÎT ...
PARDON ...
EXCU...

UNE ECONOMIE POTENTIELLEMENT RICHE

La première vocation des trois colonies a été l'agriculture (cacao, coton, canne à sucre, épices) fondée sur le travail servile, avec plus de succès en Guyana et au Surinam qu'en Guyane française. Après l'abolition de l'esclavage au XIXe siècle, Anglais et Hollandais ont fait appel à des Asiatiques, particulièrement des Indiens, habiles à cultiver le riz, tandis que les Français choisissaient d'y envoyer des condamnés à de longues peines, leur promettant en cas de bonne conduite, le droit de s'installer en colons libres. Puis avec le XXe siècle est apparue une autre source de revenus, les minerais, au premier rang desquels se place la précieuse bauxite. Actuellement les Guyanes ne connaissent pas la même évolution même si elles sont potentiellement riches et dotées, toutes les trois, d'un faible peuplement.

LA GUYANA, la plus vaste et la plus peuplée (900 000 habitants) est un pays pauvre dont le PNB par tête est le plus bas d'Amérique du Sud avec celui de la Bolivie. Le riz, le sucre et la bauxite dominent toujours l'économie et représentent la quasi-totalité des exportations du pays. Mais d'importants changements sont survenus dans les années 1970 au niveau du contrôle de la propriété des ressources. Toutes les grandes compagnies étrangères qui détenaient les plantations de canne (la firme britannique Bookers) ou les gisements de bauxite (Alcan, pour alimenter son usine d'Arvida) ont été nationaliées. Redevenu maître de ses principales richesses, l'Etat a étendu son emprise sur près de 90% de l'économie: exploitation forestière, production agricole, navigation, transports, banques de commerce, etc...

La voie choisie par la président Burnham est le "coopérativisme", mais elle s'apparente plus à un capitalisme d'Etat qu'à une étape vers l'auto-gestion avec la participation des travailleurs. Ce socialisme à la guyanaise se solde pour l'instant par une nette baisse de l'activité économique et des revenus d'exportation. En conséquence, le gouvernement est contraint d'emprunter aux banques occidentales et au FMI pour combler son déficit. La diminution des réserves en devises, accentuée par le coût de la facture pétrolière, le paiement du service de la dette extérieure et le ralentissement de la croissance condamnent le pays à une politique d'austérité mal supportée par les plus démunis: les salaires sont gelés, les impôts accrus, les services sociaux réduits tandis que l'inflation sévit. La dégradation des conditions de vie ne touche pas cependant la minorité privilégiée qui, aux côtés de Forbes Burnham, exerce le contrôle des appareils économique, politique et militaire de l'Etat.

Le socialisme coopératif semblait une entreprise séduisante. Mais la pratique ne l'a pas confirmée.

LE SURINAM (400 000 habitants) possède un potentiel économique énorme et encore peu exploité, et ses performances le placent très au-dessus de ses voisins. Pourtant son agriculture originale fondée sur les polders rizicoles de la côte et son industrialisation rapide (aluminium, bois de construction, tissages, cigarettes...) n'empêchent ni le chômage, ni les grandes différences de niveau de vie entre les cadres d'origine européenne et la masse des travailleurs. Car le Surinam, bien qu'indépendant officiellement depuis huit ans, n'a pas cessé de dépendre de l'étranger et de regarder toujours vers on ancienne métropole où 150 000 de ses nationaux se sont installés. Américains et Hollandais conservent la haute main sur les gisements de bauxite qui font du Surinam le quatrième exportateur mondial de ce minerai et lui assurent 90% de ses rentrées de devises. La bauxite est exploitée par la Suralco, filiale de la Royal Dutch. La société américaine a construit en pleine brousse, à une trentaine de kilomètres de Paramaribo, un des plus grands complexes d'aluminium du monde.

C'est encore aux Occidentaux qu'emprunte le Surinam et c'est avec eux qu'il effectue ses transactions commerciales. Les Etats-Unis ont toujours eu le souci de faire contrepoids à la Guyana socialiste et le commandant Bouterse avait rassuré les investisseurs de "l'orthodoxie" de ses intentions. Mais l'an dernier Bouterse a fait volte-face en renforçant ses liens avec les pays progressistes du continent. Cette nouvelle orientation témoigne-t-elle d'une réelle volonté d'indépendance économique? Si tel est le cas, il reste à espérer que le Surinam la mèrne à bien sans succomber aux outrances de sa voisine, la Guyana.

LA GUYANE FRANCAISE ne compte que 55 000 habitants et après trois siècles de présence française demeure une région économiquement déprimée. Du statut de colonie, elle a accédé au rang de département en 1946. Considérée comme un prolongement du territoire français outremer, à égalité avec les départements métropolitains, elle aurait dû partager les avantages du développement français. Il n'en a rien été. Tous les projets de mise en valeur agricole ou industrielle sont tombés à l'eau les uns après les autres. Une faible partie du pays est cultivée (riz, maïs, manioc, canne à sucre, ananas). Les seuls établissements industriels sont des scieries, des distilleries (pour la fabrication du tafia) et, des usines de congélation de poisson.

Pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail, les ouvertures sont minces: ils seront peut-être fonctionnaires ou plus vraisem-

blablement chômeurs ou encore préféreront l'exil. La Guyane vit donc en "assistée", incapable de se nourrir, privée d'énergie, désespérément arriérée. La reprise des activités de Kourou, la base spatiale, n'a pas modifié cette économie léthargique.

۲	-	DI	1771	-			OHE
ı	-	\mathbf{P}	1//1	-	- 11	11/11	QUE
	SECTION AND DESCRIPTION OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO		16.1	The second		1141	MUL

Aux Guyanes, on trouve des Noirs, des Blancs, des Asiatiques, des Amérindiens et toute l'incroyable variété que l'on peut obtenir quand on dépose ces quatre ingrédients dans un espace clos et qu'on les laisse se mélanger quelques siècles durant. Sur une superficie un peu moindre que celle de la France, les trois Guyanes abritent des gens aussi différents que des Hindous, des Portugais, des Juifs et des Amérindiens, et offrent une richesse de "matériel humain" qui dépasse de beaucoup les clivages habituels de nationalité et d'appartenance ethnique. Le tableau que l'on peut dresser avec les données les plus récentes parle par lui-même:

GUYANA (900 000 h.)			SURINAM (400 000 h.)			GUYANE FRANCAISE (55 000 h.)
Hindous	50	%	Hindous	36	% .	(statistiques inexistantes)
Chinois	6	%	Chinois	2	%	the state of the section of the
			Javanais et			Asiatiques
			Indonésiens	17	%	The state of the s
Noirs	30	%	Noirs	10	%	Noirs
Métis et .			Métis et			Métis et créoles
Créoles	12	%	Créoles	31	%	
Portugais		8 %				
Européens	0.	17%	Européens	2	%	Européens
Amérindiens	4	%	Amérindiens	2 2	%	Amérindiens
						Brésiliens
						Haitiens

Comment se fait-il que tout ce monde se soit retrouvé dans un coin si peu connu et si peu important que les Guyanes? Une chose est très claire: les Amérindiens ont été les premiers à y arriver. Appartenant à deux groupes linguistiques principaux, les Arawaks et les Caribes ils s'étaient installés traditionnellement sur les territoires qui deviendront plus tard les actuelles Guyanes, très longtemps avant l'ère chrétienne. Au XVIe siècle, les guerres portugaises pour occuper

le Brésil provoquèrent toute une série de migrations des peuples autochtones: des groupes Tupis-Guaranis se virent alors forcés d'émigrer vers le Nord jusqu'à rejoindre les Arawaks et les Caribes des Guyanes. Pour la suite, on n'a qu'à relire l'histoire des différents conquistadores qui ont ravagé le nouveau continent et on trouvera tout ce qu'il faut pour comprendre la présence des Européens aux Guyanes: exploitation commerciale des ressources naturelles, pillage, déboisement, plantations, gouvernements coloniaux. C'est fait. Il suffit juste d'ajouter qu'il y a eu un bon nombre de Français qui auraient sans doute préféré rester à l'ombre de la future tour Eiffel, mais ils n'avaient pas le choix, car pour eux la Guyane c'était le bagne, la peine qu'ils devaient purger.

Les Noirs sont venus d'Afrique, bien sûr, tout de suite après l'arrivée des Blancs. En tant qu'esclaves, on le sait, car les Européens se considéraient comme des "guerriers", et non des "ouvriers". Des milliers d'Africains furent déracinés de leur terre, séparés de leurs familles et conduits en esclavage aux Guyanes. Et quand on sait que la durée moyenne de vie d'un esclave était de 7 ans, pas étonnant que beaucoup s'enfuirent dans la forêt amazonienne et fondèrent des communautés libres qui surent résister à toutes les attaques des armées coloniales. Jusqu'en 1845, il n'y eut que ces trois groupes principaux aux Guyanes: Amérindiens, Européens, Africains. Les statistiques nous disent qu'en 1845 la population des trois Guyanes était ainsi composée: 150 000 Noirs, 20 000 Métis, 12 000 Blancs et 10 000 Amérindiens.

L'abolition de l'esclavage allait amener de grands changements. La Guyane britannique d'abord (l'actuelle Guyana) abolit l'esclavage entre 1834 et 1838; la Guyane française en 1848 et finalement la Guyane hollandaise (l'actuel Surinam) en 1863. Les plantations, les services, les travaux les plus durs se trouvèrent soudainement sans bras. lonialistes, à l'esprit pragmatique, qui pendant plus de 300 ans s'étaient refusés à travailler, trouvèrent bien vite d'autres solutions. L'idée de faire venir des travailleurs d'Europe fut très vite abandonnée: d'une part, les expériences passées avaient largement montré qu'à cause du climat et des maladies tropicales la fixation d'Européens aux Guyanes n'était pas viable; d'autre part, l'accélération de l'industrialisation en Europe occidentale demandait de plus en plus de main-d'oeuvre. fallait donc chercher ailleurs. Les Anglais donnèrent le signal: venir aux Guyanes des gens en provenance de pays non en voie d'industrialisation et jouissant d'un climat tropical comparable à celui des Guyanes. C'est ainsi qu'en 1846 arrivèrent en Guyane britannique 10 000 Hindous, premier contingent d'un flot beaucoup plus important. La voie tracée, les Hollandais et les Français y foncèrent. Les autorités coloniales françaises essayèrent un peu partout: en 1852, ils firent venir 200 Madérois; entre 1860 et 1880, ils achetèrent 8 000 Hindous de l'Angleterre; entre 1870 et 1880 ce fut le tour de 500 Chinois et, finalement, ils s'en allèrent dans leurs colonies d'Afrique pour embaucher, comme "travailleurs libres", 2 000 Africains. Quant à la Guyane hollandaise, la main-d'oeuvre esclave fut remplaçée par les insurgés de l'empire hollandais en Asie orientale. La Guyane hollandaise fut la destination (souvent finale) de tous les Indonésiens et les Javanais qui, dans leur pays d'origine, s'étaient révoltés contre l'autorité coloniale.

LE CLIMAT POLITI	QUE	ACTUEL
------------------	-----	--------

GUYANA

Les années qui ont précédé l'indépendance ont été fort mouvementées. Une longue série d'attentats, de grèves et de violences ont mis le pays à feu et à sang. Divergences idéologiques. Certes, mais surtout clivages ethniques opposaient et opposent encore le PPP (Parti progressiste populaire) marxiste, fondé par Jagan et soutenu par les Indiens majoritaires dans la population, et le PNC (People's National Congress) de Forbes Burnham considéré au départ comme plus modéré et soutenu par les Noirs minoritaires.

Burnham s'est imposé en 1966, à la grande satisfaction des Britanniques, et depuis il n'a cessé de consolider son pouvoir. Son cheminement politique est étrange. Marxiste dans sa jeunesse et allié de Jagan, il s'en est écarté pour fonder le PNC pro-occidental. Puis virant à nouveau à gauche il entrprend la nationalisation des ressources minières et l'ouverture de relations diplomatiques avec Cuba. Mais il n'en demeure pas moins tributaire de l'Ouest et accepte que son pays serve de refuge à des sectes de tout acabit dans lesquelles il puise les cerbères de son régime.

Socialisme ou supercherie? Pour les Guyanais le résultat est une dictature dont les principaux jalons sont en 1975 la proclamation de la suprématie du PNC qui stipule que tous les organes de l'Etat seront considérés comme des institutions du parti au pouvoir et soumis à son autorité; puis en 1980, une nouvelle constitution qui donne à Burnham la présidence à vie.

La légalisation de la dictature ne s'est évidemment pas accomplie en douceur: fraudes électorales répétées, mise en tutelle de l'opposition, atteintes à la liberté d'expression et de circulation, violences à l'égard des syndicats font partie du quotidien. Pourtant cet énorme système coercitif entretenu par l'armée régulière et les forces paramilitaires telles que la "People's militia", le "Young Socialist Movement" et les unités spéciales de la police, n'a pas réussi à faire disparaître l'opposition. Opposition qui préconise une coalition d'où seraient enfin bannies les divisions raciales, religieuses et politiques pour restaurer la démocratie et l'économie. C'est là une nouveauté en Guyana. Mais un si long passé d'intolérance entre les ethnies peut-il être aussi vite oublié?

SURINAM

Les rivalités politico-ethniques menacent également la stabilité du Surinam. Pourtant le pays n'avait pas trop fait parler de lui depuis 1975 et le gouvernement qui l'avait conduit à l'indépendance le dirigeait encore en 1980 sous la houlette du premier ministre Henck Arron et du président Johan Ferrier.

Le 25 février 1980 les sous-officiers de la petite armée surinamienne (800 hommes) mécontents de n'avoir pu obtenir une augmentation de salaire, renversent le premier ministre Arron. Le coup d'Etat suscite l'approbation d'une grande partie de la population qui reproche au gouvernement sa corruption et son incapacité à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Le nouveau gouvernement est confié à un médecin d'origine chinoise Chin A Sen, dépourvu d'expérience politique, mais reconnu pour son honnêteté.

Mais les divergences ne tardent pas à éclater au sein de l'équipe dirigeante. Le 13 août de la même année, l'armée destitue Johan Ferrier, le président de la République, pour le remplacer par Chin A Sen. Désormais ce dernier cumule les fonctions de chef du gouvernement et de chef de l'Etat. Pourtant sa marge de manoeuvre est étroite car il doit compter avec le commandant Bouterse, l'artisan du coup d'Etat et véritable homme fort du régime. Bouterse ne cache pas ses sympathies pro-occidentales et, face à la contagion réformiste qui semble gagner les jeunes sous-officiers nationalistes, il décide de répliquer par la fermeté, se déclarant résolument opposé à "tout système d'extrême-gauche". Pour mettre fin à la fiction d'un gouvernement civil, Bouterse renverse le président Chin A Sen qu'il avait installé au pouvoir. Un mois plus tard (mars 1982) quelques officiers putschistes investissent le Q.G. de l'armée à Paramaribo, mais la tentative avorte. Toujours maître du pays, Bouterse accuse les officiers félons d'avoir été inspirés par l'impérialisme et les partis réactionnaires pressés de rétablir un régime pro-occidental.

Comprendra qui le pourra! Tous les syndicats et les organisations populaires sont actuellement réunis dans le Front révolutionnaire dirigé par Bouterse. Comme dans la Guyana voisine, une telle évolution laisse perplexe. La tentation de la dictature semble s'accommoder de toutes les incohérences

GUYANES FRANCAISES

A des milliers de kilomètres de Paris on retrouve en Guyane les principaux partis politiques français dont les querelles font plutôt sourire ou grincer des dents, tant leur action semble vaine. Et le département est représenté par ses élus au Parlement français. Il existe un mouvement relativement structuré qui revendique l'indépendance. C'est l' "Unité guyanaise" dont les partisans demeurent peu nombreux.

Mais à l'inverse de leurs turbulents voisins antillais (Martiniquais et Guadeloupéens), les Guyanais semblent assoupis, sauf de temps en temps quand la visite d'un ministre leur donne l'occasion de manifester leur mécontentement. L'atmosphère coloniale qui règne toujours en Guyane parait scléroser tout esprit de revendication.

LES SECTES EN GUYANA

En novembre 1978, il y a cinq ans, 913 personnes se donnaient la mort à Jonestown. Cet effroyable suicide collectif des adeptes du *Tem-ple du peuple* n'a toujours pas été éclairci d'une manière satisfaisante et le gouvernement de Georgetown a préféré la loi du silence.

On sait pourtant que la Guyana est la terre d'élection de plusieurs sectes américaines fanatiques qui entretiennent des relations privilégiées avec le gouvernement de Forbes Burnham, et c'est dans ces sectes que Burnham recrute les défenseurs de son régime. Par exemple, en 1978, 1 000 membres du *Temple du peuple* ont voté au référendum constitutionnel en dépit du fait qu'ils étaient tous citoyens américains.

La disparition du *Temple du peuple* n'a pas entraîné la remise en cause d'une autre secte, *La maison d'Israël*, dirigée par un noir américain qui se fait appeler Rabbi Washington. Le travail politique de celle-ci est de briser toutes les manifestations de l'opposition, allant jusqu'à assassiner des citoyens: le père Bernard Darke, photographe pour le journal Catholic Standard, a été poignardé en pleine rue, à la vue de la police, par un membre de *La maison d'Israël*, en juillet 1979. Car cette

secte est armée avec l'assentiment du gouvernement. En outre, en prêchant le dogme de la supériorité noire, elle envenime la tension déjà vive entre Afro-guyanais et Indo-guyanais. Rabbi Washington, alias David Hill, a été condamné aux Etats-Unis à 45 ans de détention mais il a pu fuir, et jamais les autorités américaines n'ont demandé son extradition. Il continue impunément d'endoctriner ses adeptes à force de sermons anti-chrétiens, anti-indiens et en faisant l'apologie d'un pseudo-juda sme dont il se dit le Messie.

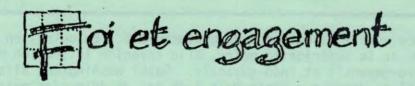
Les Guyanais n'ont certainement pas apprécié la publicité que leur a valu la tragédie de Jonestown. Burnham, lui, semble avoir ignoré l'avertissement car il s'accroche au pouvoir envers et contre tous.

LA MENTALITE DU "OU BIEN ... OU BIEN"___

(extrait traduit de la lettre pastorale de la Conférence épiscopale des CaraTbes, 2 février 1982)

Un des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans les Caraïbes est ce qu'on pourrait appeler la mentalité du ou bien... ou bien. Au bout du compte, plusieurs voient un choix à faire entre ou bien le capitalisme d'exploitation ou bien l'extrême collectivisme marxiste, et cette polarisation est encouragée par les influences internationales et le développement. La peur du marxisme en empêche plusieurs de faire face à l'oppressive réalité du capitalisme d'exploitation. On pourrait dire que plusieurs personnes, en face du danger d'un système clairement pécheur, oublient de dénoncer et de combattre le fait établi d'un autre système également pécheur. Il est particulièrement triste que souvent ceux qui prennent parti pour le pauvre et combattent pour la justice soient, très injustement, étiquetés comme communistes.

Quoiqu'il appartienne à chaque nation de déterminer sa propre politique à l'intérieur des limites de la justice, nous voulons rappeler ce que nous avons dit clairement dans nos messages précédents, à savoir que le capitalisme d'exploitation et le communisme marxiste ne sont pas les seules options. Il est tout à fait possible de rejeter un capitalisme d'exploitation incontrôlée avec toutes les injustices qu'il entraîne, tout en acceptant une entreprise privée munie d'un contrôle législatif adéquat; tout aussi bien que des systèmes qui permettent, et encouragent de fait, les hommes et les femmes à s'entraider et à développer toutes leurs capacités.



MESSAGE DE NOEL

Les traditionnels souhaits pour un Noël de Paix et une Année Nouvelle de Justice, pour nous membres du Comité chrétien, prennent cette année une allure d'urgence un peu tragique devant la menace quotidienne d'une guerre régionalisée en Amérique centrale.

C'est pourquoi nous faisons nôtre cette réflexion des chrétiens de Solentiname, au Nicaragua, autour du Magnificat et vous la proposons comme prière de Noël.

LE CANTIQUE DE MARIE (Lc 1, 46-55)

(extrait de <u>Chrétiens du Nicaragua, l'Evangile</u> <u>en révolution</u>, par Ernesto Cardenal, éd. Karthala, Paris, 1980)

Aujourd'hui c'est le cantique de Marie que nous devons commenter. On l'appelle le *Magnificat* parce que c'est par ce mot que commence le texte latin. On dit que ce passage de l'évangile remplissait d'épouvante les tsars de Russie; Maurras, de son côté, a parlé du "germe révolutionnaire" du *Magnificat*.

Marie est enceinte. Elle est allée rendre visite à sa cousine Isabelle qui est enceinte elle aussi. Isabelle la félicite d'être la mère du messie et Marie laisse éclater sa joie. C'est un cantique en l'honneur des pauvres. Depuis longtemps le peuple du Nicaragua a aimé le réciter: c'est la prière favorite des pauvres et très souvent les paysans superstitieux la portent comme une amulette. Au temps du vieux Somoza, quand les paysans furent obligés d'avoir toujours sur eux un certificat comme quoi ils avaient voté pour lui, le peuple avec humour baptisa ce document le Magnificat.

A présent une toute jeune fille vient de lire ce cantique et ce sont les femmes qui commencent à le commenter.

Il renverse les puissants de leur trône et il élève les humbles.

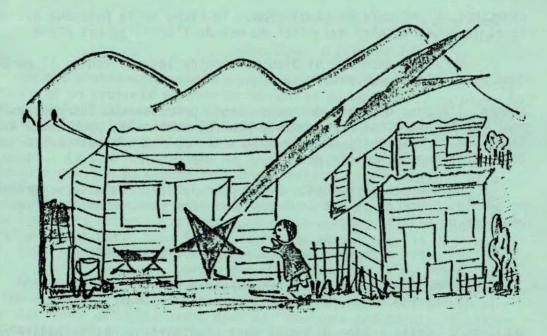
Il rassasie de biens les affamés et les riches, il les laisse sans rien.

Quelqu'un dit: Les puissants c'est la même chose que les riches. Les puissants sont riches et les riches sont puissants.

Un autre: C'est la même chose que les orgueilleux parce que les puissants et les riches sont orgueilleux.

TERESA: Marie dit que Dieu a élevé les humbles: c'est justement cela qu'il a fait avec Marie.

MARIA: C'est aussi cela que Dieu a fait avec Jésus qui stait pauvre, avec Marie et avec tous les autres qui ont suivi Jésus et qui étaient pauvres.



Moi je leur demande: Qu'est-ce qu'aurait dit Hérode s'il avait su qu'une femme du peuple avait proclamé que Dieu détrônait les puissants, élevait les humbles, rassasiait de biens les affamés et les riches, les laissait sans rien?

NATALIA éclate de rire et dit: Qu'elle était folle.

ROSITA: Qu'elle était communiste.

LAUREANO: Non seulement il aurait dit que la vierge était communiste mais en fait, elle l'était communiste, réellement.

Je demande: Et qu'est-ce qu'on dirait au Nicaragua si on entendait ce dont on parle ici à Solentiname?

Plusieurs: Que nous sommes communistes.

Quelqu'un demande: Qu'est-ce que ça veut dire qu'il a rempli de biens les affamés?

Un jeune répond: Que les affamés vont manger.

Un autre: La révolution.

LAUREANO: C'est cela la révolution: le riche ou le puissant est abaissé et le pauvre, celui qui était au bas de l'échelle, est élevé.

Un autre encore: Si Dieu est contre les puissants, il ne peut donc être qu'avec les petits.

ANDREA, l'épouse d'Oscar, demande: Cette promesse que les pauvres auront des biens, c'est une promesse pour ce moment-là, pour cette époquelà ou est-ce maintenant qu'elle doit s'accomplir? Je pose cette question parce que je ne sais pas.

Un des jeunes répond: C'est pour le futur qu'elle a parlé, il me semble, parce que c'est tout juste si nous commençons à voir cette libération qu'elle annonce.

Il porte secours à la nation d'Israël son serviteur parce qu'il se souvient de son amour, comme il l'avait promis à nos pères, à Abraham et à ses descendants pour toujours.

ALEJANDRO: Cette nation d'Israël dont elle parle c'est le peuple nouveau que Jésus a formé, c'est le peuple que nous sommes.

WILLIAM: C'est le peuple qui sera libéré comme autrefois le peuple fut libéré de la dictature d'Egypte où il n'était que de la merde, seulement une main d'oeuvre bon marché. Mais le peuple ne peut être libéré par d'autres. C'est lui-même qui se libère. Dieu ne fait que le guider vers la terre promise mais c'est lui qui doit se mettre en marche.

OSCAR demande: Peut-on utiliser la force pour dépouiller les riches de leurs richesses? Le Christ n'a pas forcé le jeune homme riche. Il lui a dit: "Si tu veux...".

Je réfléchis un moment avant de répondre; puis, en hésitant, je lui dis: "On pourrait le laisser partir dans un autre pays..."

WILLIAM: Mais sans qu'il emporte sa richesse.

FELIPE: Qu'il l'emporte!

Le dernier commentaire, c'est MARIE qui le fait: Marie a chanté l'égalité, une société sans classes sociales, tous pareils.

FOI ET POLITIQUE: TOUT EST POLITIQUE, MAIS LE POLITIQUE N'EST PAS TOUT

(Leonardo Boff, théologien brésilien)

Un nombre croissant de chrétiens, au nom même de leur foi, s'engagent politiquement et recherchent un changement qualitatif de la société. De plus en plus, on considère la politique non seulement comme le champ de bataille pour le pouvoir et la corrélation des forces, mais aussi comme une façon de "rendre un culte au Dieu unique", tel qu'exprimé dans le document final de Puebla (no 521), dans la mesure où la politique signifie la recherche commune du bien commun.

Les positions assumées ces dernières années par l'Eglise en faveur des droits humains, spécialement ceux des pauvres, son enracinement dans les communautés populaires et, surtout, son option préférentielle pour la libération de ceux qui souffrent l'injustice, tout cela a rendu plus aigu le problème de la relation entre foi et politique. Les évêques eux-mêmes ont reconnu à Puebla la caractère conflictuel de cette prise de position: "des groupes économiquement puissants qui se considéraient chefs de file du catholicisme se sentent aujourd'hui comme abandonnés par l'Eglise, laquelle, selon eux, se serait éloignée de sa mission spirituelle" (no 79). D'autres, accoutumés à un christianisme de pratiques culturelles ou de dévotions, ne comprennent pas la dimension prophétique et sociale que les expressions de la foi ont assumée ces dernières années. Puisqu'il y a confusion, il faut donc un effort d'éclaircissement. La démarche théorique, par conséquent, consiste à essayer de réduire le sujet complexe à ses termes les plus simples, et à établir une articulation correcte entre eux, sans les réduire les uns aux autres. C'est ce que suggère Aristore dès la première page de son traité sur la politique.

Commençons par la catégorie de la foi.

1. Qu'est-ce que la foi?

Dans son sens originel, la foi est un mode d'être par lequel la personne interprète et vit sa vie et la totalité de ses expériences à la lumière d'un sentiment suprême, qui pour les religions se nomme Dieu et, pour le christianisme, le Dieu incarné dans la figure historique de Jésus de Nazareth. La foi par conséquent, garde une relation directe avec Dieu, et non avec la politique; elle définit la dimension transcendante de l'être humain, non pas en tant qu'agent social, patron ou ouvrier, blanc ou noir, mais bien en tant qu'être humain capable de transgresser tous les tabous et se situer au-delà de toutes les déterminations historiques (liberté et transcendance).

La foi n'est pas seulement une attitude face au sens ultime de la vie. La foi possède aussi d'autres contenus parfaitement définis, comme c'est le cas de la foi chrétienne. On parle alors du caractère positif de la foi judéo-chrétienne. Ainsi, l'affirmation de Dieu comme communion appartient au contenu matériel de cette foi. Ce sont les réalités fondamentales du divin. Il doit en être de même, a fortiori, pour toutes les réalités créées par la Trinité. Le Fils s'incarne dans notre pauvreté; ce ne fut pas un César, mais un ouvrier; il a prêché une incroyable espérance: le Royaume de justice, d'amour et de paix qui est déjà commencé sur la terre et qui tient son point culminant dans le ciel; son message suscita des conflits avec tous les puissants de son temps, qui se sont sentis menacés dans leurs privilèges; sa mort est un sacrifice pour la cause du Royaume, comme le résultat du conflit qu'il avait lui-même provoqué et auguel il dut se confronter, en fidélité à Dieu et à ses frères. La résurrection vient rendre manifeste la véracité de sa cause et le triomphe de l'opprimé. L'Esprit qui est descendu en Marie, agrandissant infiniment tout le féminin, complète l'oeuvre de Jésus et agit comme ferment dans l'histoire, spécialement dans la communauté de ceux qui suivent Jésus. En un mot, Dieu a aimé les hommes au point de se faire l'un d'eux, privilégiant les faibles et les pauvres de ce monde; et à ceux qui se convertiraient il a promis un dénouement heureux, avec la création entière totalement transfigurée en un monde nouveau où il n'y aura pas de larmes et où règnera la justice. Comme on déduit un fait d'autres faits, un sens des sens (le sens suprême), ainsi la foi englobe et ordonne toute l'existence, y inclus les pratiques politiques. En ce sens, la foi fait aussi référence, indirectement, à la politique. Emmanuel Mounier avait raison lorsqu'il disait que "tout est politique, mais la politique n'est pas tout".

2. Qu'est ce que la politique?

Passons maintenant à la politique. De multiples confusions règnent sur ce terrain, spécialement entre les chrétiens. Il est important, dès lors, de délimiter le champ sémantique et de discerner les divers sens que le mot "politique" possède. Nous pourrions l'articuler dès maintenant avec le domaine de la foi (dans sa forme organisée en termes chrétiens, l'Eglise).

* Le politique peut s'entendre en trois sens: un sens global qui englobe tout ce qui se réfère à la société (la polis des anciens), tel que l'Etat (et ses appareils), les institutions civiles, les syndicats, les organisations économiques, culturelles et religieuses. En ce sens global, la communauté de foi (avec son appareil ecclésiastique) est un principe d'organisation communautaire qui a des répercussions sur l'ensemble social.

Dans un sens large, le politique est constitué de diverses conceptions (idéologies d'organisation sociale, comme le capitalisme, le socialisme, le marxisme, la sociale-démocratie...); chacune de ces conceptions comporte ses propres pratiques et projette sa propre vision de l'homme et de la société, de son bonheur (au sens aristotélicien du politique) et de son avenir. La foi vécue en communauté (Eglise) participe du politique parce qu'elle possède et transmet sa vision du monde et de l'homme et, à partir de là, entre en relation de critique, de rejet ou de collaboration avec les autres idéologies politiques.

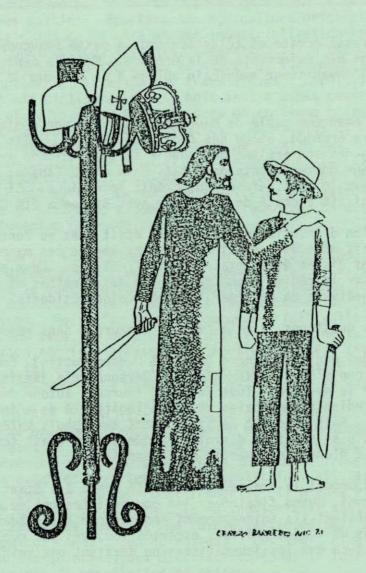
Selon le sens commun, le politique est tout effort en vue du bien commun, comme peut l'être la promotion de la justice, des droits humains, individuels et sociaux, de l'honnêteté politique contre toute corruption, etc...En ce sens commun aussi la foi tient une place notable dans la politique, parce que dans son programme sont privilégiées les valeurs de collaboration, de droiture, de vérité, etc..., qui sont fréquemment exploitées en fonction d'une éthique capitaliste d'accumulation privée.

* La politique est le champ de l'activité humaine destinée à administrer ou à transformer la société au moyen de la conquête et de l'exercice du pouvoir de l'Etat. C'est ce qu'ont fait au cours des 200 dernières années les partis politiques qui possèdent leurs propres idéologies, programmes, stratégies et tactiques. Selon cette acception, la politique se définit en relation au pouvoir, et non à la foi; c'est pourquoi la politique peut s'exercer sans que la foi soit absolument nécessaire, bien qu'elle puisse lui être utile, en ce sens qu'elle peut modérer la tentation qui guette tout pouvoir de s'absolutiser. L'Eglise, conçue comme appareil ecclésiastique (évêques, prêtres, religieux), ne peut participer à titre institu-

tionnel; la foi n'oblige pas à adhérer à un parti déterminé (qui ne cesse jamais d'être un moyen), puisqu'il existe toujours d'autres moyens pour agir en politique. De plus, le parti impose (et il doit en être ainsi) une discipline, définit des tactiques et un type d'obéissance nécessaire; la foi ne peut s'encadrer dans de tels paramètres si elle ne veut pas renoncer à être un sens suprême. Quant au la c chrétien, il peut et doit, illuminé par la foi, faire ses propres options politiques, même si cellesci ne jouissent pas de l'appui institutionnel de la hiérarchie. Cette liberté lui est garantie par l'Evangile, puisque celui-ci possède une expression non seulement officielle (hiérarchie), mais aussi personnelle.

- * "Politisation", c'est le nom qu'on donne à tout activité orientée vers l'éducation du peuple, dans le sens de la participation en termes généraux ou en termes de partis, dans le sens de la co-responsabilité sociale, de l'esprit critique, etc...Dans ce domaine, la communauté chrétienne possède une éminente fonction pédagogique. Elle enseigne que la recherche commune du bien commun est une exigence éthique de la foi elle-même et un moyen pour faire advenir le Royaume de Dieu, qui commence déjà ici sur la terre. Il faut que nous récupérions le sens positif de ce mot si fortement dénigré par les esprits autoritaires et individualistes, car la participation politique n'est pas naturellement spontanée, elle doit être aussi objet "d'éducation".
- * La "politicaillerie" est la corruption de l'activité politique, lorsque l'appareil d'Etat ou le pouvoir social sont mis au service d'intérêts particuliers, de groupes ou de classes sociales. La communauté chrétienne peut se voir enrolée, en vertu des privilèges qu'elle reçoit, dans les mécanismes de la politicaillerie. Au long de l'histoire, la religion a servi plusieurs fois à légitimer des pouvoirs autoritaires et injustes; aujourd'hui, par contre, elle est toujours plus principe de critique et de déligitimation, en fonction d'une société plus ouverte où la participation est plus grande.

On peut déduire de ce qui précède que la foi a ses propres répercussions sur la dimension sociale et politique. Elle ne s'épuise pas totalement dans le social, mais elle le traverse, en indiquant le sens ultime de l'homme et de l'histoire. Il est important d'articuler les deux dimensions, de façon à ce que la foi révèle sa dimension humanisatrice et que la politique se réalise comme vertu (comme moyen de justice) et non seulement comme technique de pouvoir. A Puebla, les évêques ont formulé cela dans une expression forte et vigoureuse: "L'amour de Dieu...pour nous aujourd'hui, doit se convertir avant tout en oeuvre de justice pour les opprimés et en effort de libération pour ceux qui en ont le plus besoin" (document final, no 327). Et la politique est un des instruments les plus importants de l'amour social. (tiré et traduit de CRIE, VII, 117, 22 février 1983)



In Amérique latine

GRENADE: L'EPOQUE DES "CONQUISTADORES" N'EST PAS ENCORE TERMINEE

La presse écrite et télévisée nous a passé beaucoup d'informations à propos des événements de la Grenade. Mais la censure officielle imposée par l'envahisseur américain oblige à un minimum de circonspection.

On a beaucoup parlé de Maurice Bishop, de son projet de développement pour la Grenade, et de ses choix socialistes. Mais personne n'a mentionné que dès son arrivée au pouvoir en 1979, Bishop avait soumis des projets aux gouvernements des Etats-Unis et du Canada, entre autres, et que ces pays lui ont refusé tout crédit économique. Si bien que l'unique pays qui ait accepté de s'engager avec Bishop a été Cuba.

Un plan d'invasion de la Grenade était prêt au Pentagone depuis 1981. Il avait même été expérimenté durant une de ces manoeuvres que les Américains disent être totalement inoffensives. Ce plan prévoyait de déstabiliser le régime d'une petite île des Caraïbes et d'y intervenir sous le prétexte de protéger les Américains résidents.

Trois questions jusqu'à présent demeurent sans réponse:

- 1) Qui étaient Bernard Coard et Hudson Austin? Pourquoi ontils fait le coup d'Etat contre Bishop? Personne n'a jamais vraiment réussi à élucider le mystère. Tout le débat tournait autour du danger couru par les étudiants américains et de la légitimité de l'invasion pour les secourir. Mais le doute persiste quant aux appuis extérieurs que Coard et Austin se devaient d'avoir, vu que Bishop était tout de même aimé et apprécié d'une bonne partie de la population.
- 2) Pourquoi la presse a-t-elle été tenue à l'écart de la Grenade? Et pourquoi, quand finalement les journalistes ont pu commencer à s'y rendre, étaient-ils soigneusement choisis par les soldats américains, manipulés dans un trajet préfixé, escortés toujours par quelqu'un de l' armée? Qu'est-ce que les journalistes ne devaient pas voir? et pourquoi?
- 3) Combien de Grenadiens ont résisté à l'invasion? Quelques personnes ou beaucoup plus? Pourquoi le Pentagone a-t-il toujours parlé des Cubains qui résistaient et jamais des Grenadiens? Est-il possible que

700 Cubains puissent tenir en échec pendant une semaine, sur un territoire qui n'est pas le leur, 5 600 soldats américains appartenant aux troupes d'élite, Rangers et Marines? Et appuyé par des dizaines d'hélicoptères, d'avions et de bateaux? On peut tout de même penser que ce ne sont pas tous les Grenadiens qui ont accueilli les soldats américains comme des libérateurs!

Quant aux dangers supposément courus par les étudiants américains, on pourrait aussi faire deux remarques:

- 1) il n'aura échappé à personne qu'un certain glissement s'est produit dans les motivations invoquées par les guerriers du Pentagone pour justifier leur action: on s'en va à la Grenade pour sauver les Boys et restaurer l'ordre et la paix; mais quand on "découvre" la piste d'atterrissage de 10 000 pieds, tout cela est oublié, et on passe à la lutte contre le monstre communiste, l'atout triomphant pour obtenir l'appui de la "moral majority" américaine;
- 2) on ne peut pas non plus négliger le témoignage des coopérants canadiens du CUSO: "Nous voudrions que la presse canadienne sache que nos vies n'ont été mises en danger qu'à cinq heures, le matin du jeudi 25 octobre, lorsque les *Marines* ont commencé à débarquer à Grenade, et qu'il nous a alors été impossible de quitter l'Ile." (Barbara Mitchell, conférence de presse du 31 octobre 1983. Traduction)

ARGENTINE: LES MILITAIRES S'EN VONT...FINALEMENT!

Après avoir tout essayé, les militaires argentins ont dû finalement céder le pouvoir dont ils s'étaient emparé par la violence il y a sept (7) ans. Sans faire ici une analyse de ce que 7 ans de junte militaire ont signifié pour le peuple argentin, rappelons-en tout de même les points principaux. La "chasse aux sorcières" a été peut-être la série d'événements la plus connue: des milliers d'argentins tout simplement "disparus" dans les engrenages d'un système meurtrier. Et puis les deux conflits internationaux: le Canal de Beagle et les îles Malouines. Et "les Folles de la Place de Mai", et le prix Nobel pour la paix à Julio Esquivel. Et l'inflation qui monte en flèche et la monnaie argentine, le peso, réajusté par l'élimination de quatre (4) zéros, une première dans l'histoire de l'économie mondiale. Et comme pour mettre le comble à l'aberration: les militaires se font une loi pour s'auto-innocenter des crimes qu'ils ont perpétrés. Et encore, il faut malheureusement l'

admettre, la tiédeur des Eglises argentines face à tout cela.

Mais le cauchemar est-il vraiment fini? Peut-être pas encore. Depuis les années 1930, aucun président élu n'a réussi à terminer son mandat: les militaires ont toujours violenté la volonté populaire en imposant leur pouvoir et leur vouloir. Et le pire, c'est qu'ils ont toujours trouvé des appuis parmi les "civils". Ongania et Lanusse ont-ils été jugés quand en 1973 les civils sont revenus, pour trois ans seulement, à la Casa Rosada? Malheureusement cela n'a pas été le cas! Bignone, Galtieri, Viola et compagnie le seront-ils? On souhaite que oui, mais les civils auront-ils suffisamment de courage pour le faire? Depuis toujours les militaires argentins jouissent d'une totale impunité. On ne demande pas un nouveau Nuremberg, on demande d'abord que les militaires nous expliquent où sont les milliers de "disparus" argentins. Et on sait qu'ils le savent. Qu'ils aient le courage d'assumer face aux magistrats la responsabilité de ce qu'ils ont fait pendant 7 ans. Rien de moins.

Ceci dit, les électeurs ont choisi Raul Alfonsín plutôt que Italo Luder. Les biographies fournies par les agences de presse ne nous é-clairent guère plus sur l'un que sur l'autre, car pendant 17 ans de dictature militaire, parmi les plus dures qui aient ravagé le continent la-tino-américain (sauf la brève période "civile" de 1973 à 1976), les politiciens n'ont pas eu vraiment la chance de montrer leur savoir-faire. Pour ce que l'on connaît, donc, Alfonsín plutôt que Luder ne fait pas une grande différence, sauf peut-être le fait que par ce choix les Argentins ont voulu en finir avec le mythe de Perón et du péronisme, dont Luder est le représentant. Plusieurs problèmes se présentent aux nouveaux gouvernants argentins, dont le plus important est, sans doute, celui que nous venons de mentionner: responsabiliser les militaires pour ce qu'ils ont fait, de façon à rendre justice à des millions d'Argentins. Et puis, il leur faudra s'attacher à une économie dont les chiffres les plus éloquents sont les suivants: 1000% d'inflation; 15% de chômage; 40 milliards de dette internationale. Il leur faudra, enfin, refaire l'image internationale de l'Argentine après les affaires du Canal de Beagle et des Malouines. Seront-ils à la hauteur de la tâche? Leur laisserat-on, surtout, le temps de faire leurs preuves?

AMERIQUE CENTRALE: PRESENCE DES TRANSNATIONALES

Dans cette région de 400 000km² et de 22 millions d'habitants, fonctionnent environ 400 entreprises transnationales, dont les 2/3 sont

nord-américaines. A l'exception du Nicaragua (où il n'y a pas de statistiques disponibles sur le nombre d'entreprises étrangères qui y fonctionnent encore, des 81 qu'il y avait avant la victoire de 1979), 154 d'entre elles opèrent au Costa Rica, 121 au Guatemala, 53 au El Salvador et 31 au Honduras.

Parmi celles-ci, 106 sont des entreprises chimiques-pharmaceutiques, 84 de transformation, 70 sont agro-industrielles et alimentaires, 28 de commerce et services, 24 bancaires et financières, 23 de transport et tourisme, 20 minières et forestières et 4 de construction. Des 359 firmes transnationales identifiées, 294 sont des Etats-Unis, 14 japonaises, 13 allemandes (RFA), 11 hollandaises, 11 anglaises, 9 canadiennes, 4 françaises, une belge, une coréenne (du Sud) et une suisse.

(tiré et traduit de Noticias Aliadas, 15 septembre 1983)

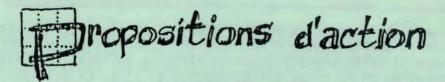
EL SALVADOR: A PROPOS DE L'ASSASSINAT DE MGR ROMERO

Le Département d'Etat américain a classé des documents à l'effet que Roberto d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante du El Salvador, présidait un groupe d'officiers militaires actifs qui ont tiré au sort le "privilège" de tuer Mgr Romero en mars 1980. Le journal d'Albuquerque, au Nouveau-Mexique, a appris que deux messages contenant des informations sur l'assassinat avaient été envoyés de l'ambassade américaine à San Salvador au Département d'Etat.

Le premier message, envoyé à la fin de 1980, décrivait la réunion présidée par d'Aubuisson, tandis que le second, envoyé à la fin de 1981, rapportait le meurtre de l'ex-garde national Walter Antonio Alvarez, celui que l'on estime le tueur payé par celui qui avait gagné le tirage au sort pour le meurtre de Mgr Romero.

En février 1980, peu après que Mgr Romero eût demandé au président Carter "d'interdire toute assistance militaire au gouvernement salvadorien", d'Aubuisson avait menacé publiquement à la fois Mgr Romero et un ministre du gouvernement chrétien-démocrate, au cours d'une émission de télévision. Le ministre du gouvernement a été tué quelques jours plus tard, tandis que Mgr Romero était assassiné le mois suivant.

(tiré et traduit de Central America Update, Août 1983)



1 . CAMPAGNE DE CARTES DE NOEL POUR L'URUGUAY:

Le Comité de Solidarité avec le Peuple Uruguayen (CSPU) a préparé des messages de Noël; ils sont déjà imprimés et pré-adressés. Il ne vous reste qu'à les signer, les remettre dans leur enveloppe et affranchir suffisamment (64¢). C'est une façon toute simple de manifester votre solidarité et votre espérance à l'occasion de Noël envers des frères et soeurs chrétien-ne-s pour qui le temps des Fêtes continuera d'être un temps de souffrance comme le reste de l'année. PAIX ET LIBERTE A L'URUGUAY!

2 • DES CADEAUX AUX COULEURS DE LA JUSTICE:

En enveloppant vos cadeaux de Noël avec d'autre chose que du papier d'emballage spécial acheté au magasin et en envoyant l'argent ainsi économisé au *Social Justice Committee*, vous contribuerez à aider les réfugiés guatémaltèques au Mexique. Ils sont plus de 100 000 qui ont fui la répression et la mort au Guatemala et plusieurs milliers demeurent sans logis et sans ressource dans leur propre pays.

Des étiquettes toutes simples ont été préparées pour signifier à ceux à qui vous destinez vos cadeaux votre préoccupation pour les réfugiés guatémaltèques. Vous pouvez les commander gratuitement au Comité Chrétien, ou encore reproduire librement le modèle cidessous.

A WWW.	Α
7.3	DE
5	s.v.p. voir au verso

"Des cadeaux aux couleurs de la Justice"

Ce cadeau n'a pas d'emballage recherché. Il a été enveloppé avec une préoccupation pour les réfugiés guatémaltèques. L'argent pour un emballage de fantaisie a été utilisé plutôt pour leur venir en aide. Envoyez votre contribution, en mentionnant "pour les réfugiés guatémaltèques", au: Social Justice Committee, 351, ave. Willibrond, Verdun. H4G 2T7

Douvelles du Comité

- ☐ Tous nos voeux de prompt rétablissement à Marilyn Hébert, une de nos valeureuses permanentes, qui doit subir une intervention chirurgicale au début de décembre.
- Notre plus vieux permanent se fait de plus en plus vieux: le voici maintenant "grand-père", avec l'arrivée, fin octobre, d'Henry et Jackeline, accompagnés de leur maman Arély. La petite famille de Marco est enfin réunie et "pépère Fontaine" se fera une joie de vous montrer toutes les photos que vous voudrez.
- CAMINANDO se met à l'heure de l'informatique! Grâce à "Eulalie", l'ordinateur du Centre Justice et Foi, la liste d'envoi sera désormais mieux "ordonnée". Pour la période de transition, le Conseil d'administration a pensé que tous les abonnements payés depuis septembre 1983 seraient considérés valables pour toute l'année 1984. Tous les abonnements commenceront en janvier, et ceux qui s'abonneront en cours d'année recevront les numéros déjà parus. Vous trouverez un formulaire d'abonnement en page couverture arrière.
- L'Agenda 1984 des martyr-e-s de l'Amérique latine a connu un succès bien au-delà de nos espérances. La deuxième édition est déjà presque épuisée! Merci à vous tous et toutes qui avez ainsi contribué à répandre le message et qui avez fourni cette preuve concrète de soutien à notre travail. Nous ne prévoyons pas une troisième édition; nous mettrons plutôt nos énergies à préparer l'Agenda 1985.
- L'horaire (flexible!) de la permanence...Même à trois, il n'est pas toujours facile d'assumer une présence continue au secrétariat. Le travail de solidarité nous amène souvent à l'extérieur, mais nous faisons tout notre possible pour être là l'après-midi. Il est toujours préférable de téléphoner avant de passer, mais ne vous étonnez pas si les téléphonistes de la Maison Bellarmin vous demandent de laisser votre message. Il nous sera transmis fidèlement et nous vous rappellerons dès que possible: 387-2541, poste 38 pour Kate et Marilyn; poste 43 pour Denis.

CAMINANDO (en marche!)

Vol IV No 4

Déc. 1983

SOMMAIRE

SUMMAIRE	
DOSSIER GUYANES	
Editorial	2
Un territoire "qu'on ne	
peut nommer"	3
Une économie potentiellemen	
riche	6
Le puzzle ethnique	8
Le climat politique actuel	10
Les sectes en Guyana La mentalité du "ou bien	12
ou bien"	13
	',
FOI ET ENGAGEMENT	
Message de Noël	14
Foi et politique	17
EN AMERIQUE LATINE	
Grenade	22
Argentine Amérique centrale	23
El Salvador	25
	2)
PROPOSITIONS D'ACTION	
Uruguay	26
Des cadeaux aux couleurs	
de la justice	26
NOUVELLES DU COMITE	27

CAMINANDO

Bulletin de réflexion et d'engagement chrétien. Paraît 5 fois l'an. Abonnement: \$5.00, débutant en janvier.

A cause des rajustements et améliorations apportés cette année, il n'aura paru que 4 numéros.

☐ Abonnement au CAMINANDO (\$5.00 par année)	☐ Biographie de Mgr Romero (\$3.50 ± 50¢ poste)	Contribution au travail du Comité	Ci-inclus: chèque □ mandat □
COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE 25 ouest, rue Jarry, # 112A Montréal, Qué. H2P 1S6	Nom:	Adresse:Code postal:	Reçu pour fin d'impôts: oui □ (pour les dons seul.) non □